

**Séance du Conseil général du 4 juillet 2011
à 20 heures à la salle polyvalente de la Fondation Gentit**

Président : M. Gilles Cattin, Président du Conseil général

Secrétaire : M. Claude Gagnebin, Secrétaire communal

Prise du procès-verbal : Mme Marlyse Jobin, employée communale

1. Appel

Le Président souhaite la bienvenue aux Conseillers communaux, aux Conseillers généraux, au public, à la presse et à Monsieur Ermatinger, présent ce soir pour répondre aux éventuelles questions relatives aux points 5 et 6 de l'ordre du jour. Conformément à l'art. 18 du règlement du Conseil général, Monsieur Gilles Cattin procède à l'appel nominatif des Conseillers généraux. 18 Conseillers généraux sont présents à la séance de ce soir qui est donc déclarée ouverte et valable.

Madame Patricia Reinhard et Monsieur Vincent Berger sont excusés.

Monsieur Denis Mertenat est absent.

Pour le Conseil communal, Monsieur le Maire, Michäel Clémence est excusé.

La séance de ce soir a été convoquée :

- Par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura no 21 du 15 juin 2011
- Par convocation à domicile
- Par affichage public

L'ordre du jour est le suivant :

1. Appel
2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 2 mai 2011
3. Communications
4. Questions orales
5. Discuter et approuver le nouveau règlement concernant la gestion des déchets de la Commune de "Les Bois"
6. Discuter et approuver le nouveau règlement tarifaire concernant les déchets de la commune de "Les Bois"
7. Comptes 2010
 - a) Discuter et voter les dépassements du budget 2010
 - b) Discuter et approuver les comptes de l'exercice 2010
8. a) Discuter éventuellement accepter un crédit de Fr. 70'000.00 destiné à l'acquisition d'un nouveau véhicule pour le service des travaux publics ainsi que son financement
 - b) Donner au Conseil communal la compétence de contracter l'emprunt nécessaire à cette acquisition
9. Discuter éventuellement accepter un crédit de Fr. 440'000.00 destiné à l'adduction d'eau des fermes et habitations du secteur de Sous-le-Mont, ainsi que son financement
10. a) Discuter et préavisier un crédit de Fr. 2'300'000.00 destiné à l'acquisition de

terrains d'une surface de 44'210 m² situés en zone d'habitation (surface à déterminer par le géomètre d'arrondissement) en vue de la réalisation des plans de quartiers "Le Plane Percé" et "Derrie Lai Bâme"

- b) Elaborer de manière définitive le message du Conseil communal destiné aux ayants droit au vote relatif à cette transaction immobilière
11. a) Discuter et préavisier un crédit de Fr. 550'000.00 destiné au rachat des terrains "Franck Muller" comprenant les feuillets n° 143, 1094 et 1095 d'une surface totale de 23'547 m²
- b) Elaborer de manière définitive le message du Conseil communal destiné aux ayants droit au vote relatif à cette transaction immobilière

Aucune remarque n'étant faite, l'ordre du jour est considéré comme accepté tacitement.

2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 2 mai 2011

Monsieur le Président, Gilles Cattin, ouvre la discussion concernant le procès-verbal précité. Aucun membre ne souhaitant s'exprimer, le point deux de l'ordre du jour est considéré comme accepté tacitement.

3. Communications

a) Conseil communal

Monsieur le Vice-Maire, Pierre-Yves Dubois, fait part des communications suivantes :

En l'absence de notre Maire qui regrette vivement de ne pas être présent pour cette séance très importante et qui vous salue tous, c'est à moi qu'il appartient de vous faire part des deux communications suivantes :

Conduite d'alimentation en eau : la remise des travaux du doublement de la conduite d'alimentation en eau du Peu-Claude au Bois-Français s'est déroulée le 21 juin. Les travaux effectués sont conformes. La conduite est en fonction.

Halle de gymnastique : par la présente, la Commission pour la nouvelle salle de sport vous informe des étapes à venir concernant le concours de projets d'architecture pour la construction d'une nouvelle salle de sport ainsi que la rénovation de l'ancienne halle. Le 28 juin dernier, les membres du jury du concours se sont réunis pour avaliser le programme, permettant ainsi au Président du jury du concours, Monsieur Jean-Claude Chevillat, de lancer la publication de celui-ci pour le 6 juillet 2011. Les architectes intéressés par le concours s'inscriront et recevront les informations nécessaires, ainsi que les documents officiels, afin de permettre la réalisation de leur projet, en tenant compte du cahier des charges établi auparavant par la Commission de la salle de sport. Les plans des projets devront être déposés à la Commune au plus tard le 30 septembre 2011, suivis d'une semaine par les maquettes réalisées. Le jury étudiera chaque projet répondant aux critères du concours et procédera par étapes au choix final du lauréat. A la fin octobre, la population pourra découvrir le projet gagnant du concours, accompagné des autres projets primés lors de la dernière sélection du jury. Plus tard, les habitants de la Commune seront invités à une séance d'information et d'échange sur le projet retenu. Suite à cela, le projet définitif sera présenté et soumis au vote du souverain à la fin de l'année 2011 et, dans l'espoir d'un résultat de vote positif, les travaux pourraient débuter en 2012.

4. Questions orales

1) Monsieur Gabriel Bilat : depuis un certain temps, un camion était stationné sur la place de l'abri de protection civile pour des mesures de l'air ou autres choses. Nous aimerions savoir pourquoi ce camion était stationné là et s'il y a des résultats, est-ce que la population sera informée ?

Monsieur Pierre-Yves Dubois : les membres du Conseil communal ont été invités à visiter ce camion. On nous a expliqué ce qu'on y mesurait. Il s'agit de mesurer notamment la qualité de l'air de notre région. Peut-être que les mesures peuvent être consultées sur le site Internet de la République et Canton du Jura. Les mesures effectuées n'ont rien révélé de dangereux. Je laisse l'Administrateur répondre car il a peut-être suivi le dossier de plus près.

Monsieur Claude Gagnebin : on a effectivement reçu un rapport détaillé de ce qui a été mesuré. J'ai également participé à une information donnée par le responsable cantonal. La qualité de l'air est bonne, mise à part la question d'ozone qui, dans les régions de montagne, est supérieure aux régions de plaine durant les périodes de smog estival. Ces mesures ont également été faites dans le cadre de l'aménagement de la H18 qui est en cours. Elles pourront servir pour déterminer les impacts de cette route sur la région.

Monsieur Gabriel Bilat est satisfait.

2) Madame Dominique Cattin : peut-on avoir des nouvelles du groupe de travail "ensemble Les Bois" ? Quel travail a été fait ? Quels sont ses objectifs ?

Monsieur François Huguenin : le groupe "ensemble Les Bois", qui est né suite aux déprédations qu'il y a eu dans la Commune, a mené une enquête auprès de la population du village. Une remarque qui est sortie le plus souvent était que les gens n'ont pas de lieu convivial dans la Commune où se retrouver ; cette remarque n'émane pas seulement de la jeunesse. Nous avons fait le tour des locaux disponibles dans la Commune et, par élimination, nous en sommes arrivés à remarquer que le bar de la halle de gymnastique et le local du 1^{er} étage du même bâtiment qui abritait anciennement la ludothèque étaient relativement libres, si ce n'est que le bar est utilisé comme réceptacle des chaises de la halle. Il semble que ce problème des chaises soit récurrent depuis de nombreuses années. Ces prochaines semaines, on va rencontrer les Présidents des sociétés locales pour les informer. L'idée est de mettre à disposition ce bar et le local du 1^{er} étage aux gens de la Commune qui le voudront, notamment à certains groupes de jeunes sur la base d'une charte ou autre, rien n'est encore défini. On a rencontré Monsieur Clovis Brahier de l'Espace Jeunes du Noirmont et on va rencontrer la Présidente du nouveau groupe des jeunes de 16 à 24 ans qui fonctionne à l'Espace Jeunes au Noirmont, dans lequel il y a une quinzaine de jeunes des Bois. Pour l'avenir, on espère débloquer ces locaux, mais ça sera une année de transition puisque le 1^{er} étage de la halle sera semble-t-il bloqué durant plusieurs semaines pour le concours d'architecture de la future halle. En plus, dans la nouvelle halle, il est prévu de tenir compte des vœux de la population, notamment des jeunes.

Madame Dominique Cattin est satisfaite.

3) Monsieur Gabriel Bilat : j'ai remarqué que certains tronçons, notamment la route de Biaufond et celle du Peu-Claude, se dégradent fortement. Y a-t-il des travaux de réfection prévus prochainement de la part du Canton ?

Monsieur Pierre-Yves Dubois : à ma connaissance, non. Nous avons des travaux en cours qui sont déjà importants, rien n'est prévu, à moins que je ne me trompe. Nous avons changé la répartition des dicastères et Monsieur Nusret Berisha vient de reprendre ce dossier, je ne

pense pas qu'il en sache beaucoup plus. C'est Monsieur Michäel Clémence qui aurait pu répondre le mieux, mais il est absent ce soir.

Monsieur Nusret Berisha : les travaux de la route des Prés-Derrière seront terminés d'ici trois semaines. A ma connaissance, nous n'avons pas prévu de travaux pour les routes mentionnées par Monsieur Bilat.

Monsieur Claude Gagnebin : je précise que ces routes sont de la compétence du Canton. D'après mes constatations, le Canton a effectué un entretien de gravillonnage sur toute la route de Biaufond. Sur la route du Peu-Claude, j'ai constaté des traces de peinture qui sont un signe imminent qu'ils vont peut-être faire quelque chose.

Monsieur Gabriel Bilat est satisfait.

5. Discuter et approuver le nouveau règlement concernant la gestion des déchets de la Commune de "Les Bois"

Monsieur le Président, Gilles Cattin : je vais vous exposer la manière de procéder. Selon les articles 42 et 43 de notre règlement, s'il y a une proposition ferme, il y a une votation directe en concurrence avec la proposition du règlement. S'il y a deux ou plusieurs propositions fermes, elles sont mises d'abord en votation, la proposition vainqueur sera mise en votation avec le règlement que vous avez sous les yeux.

Entrée en matière.

Monsieur Christophe Cerf : suite à l'acceptation de la motion de Monsieur Daniel Hubleur, je vous demande d'accepter l'entrée en matière.

Monsieur Daniel Hubleur : le PCSI acceptera l'entrée en matière et approuvera dans sa grande majorité les deux règlements qui nous sont proposés ce soir en y apportant quelques propositions de modifications sur certains articles. Nous tenons à relever et remercier la Commission et le Conseiller communal, Monsieur Christophe Cerf, pour le bon travail réalisé, ainsi que la séance organisée pour informer la population sur ce sujet et qui a été grandement appréciée. En préambule, il est important de rappeler le contexte qui a conduit au dépôt de notre motion, ainsi que l'évolution du dossier depuis le dépôt en mai 2009. Les deux raisons principales de notre motion étaient tout d'abord celle du pollueur-payeur qui paraît évidente dans ce domaine et doit être appliquée au plus vite, car partout où elle a été instaurée, la quantité d'ordures ménagères a diminué de 30 à 40 % en moyenne. Il en résulte une augmentation importante des autres ordures recyclables (verre, papier, carton, métal, compost, etc.). Les chiffres sont éloquentes, chacun peut s'en rendre compte en allant sur le site cantonal et remarquer que les communes franc-montagnardes sont toutes en queue de peloton avec plus de 300 kilos d'ordures ménagères par habitant, alors que les autres communes du Canton se situent entre 95 et 350 kilos. Toutes les communes qui ont la taxe au sac sont nettement en-dessous des 300 kilos. Deuxièmement, depuis le dépôt de la motion, des Moloks ont été installés dans notre Commune, mais n'ont rien réglé concernant les quantités d'ordures déposées, bien au contraire et cela est tout à fait logique, ce n'est pas en changeant l'emballage d'un produit que l'on change le produit lui-même. Seules les taxes, et c'est bien malheureux, peuvent arriver à ces fins. Aussi, il n'est pas normal de continuer ainsi en laissant certaines personnes mettre n'importe quel détritrus recyclable et le faire payer à tous, y compris les personnes qui se donnent la peine de trier. Vous avez tous des exemples de cas d'abus dans ce domaine, aussi, permettez-nous de ne pas insister et de n'en citer aucun. Afin d'appliquer au plus juste une telle taxe, il est important de tenir compte des situations de chacun, notamment en ne pénalisant pas les

familles qui ont des enfants en bas âge. Pour cela, des sacs doivent être mis à disposition gratuitement et c'est bien ce que propose la Commission dans ce règlement. Il est toutefois bien clair que la taxe au sac ne va pas tout régler, notamment ces cas d'abus. Mais c'est un début intéressant, car cette base juridique permettra de mieux intervenir auprès des personnes fautives. Mais elle devra être suivie par d'autres mesures dont la Commission est consciente et prête à mettre en œuvre, comme le renforcement des heures d'ouverture de la déchetterie, tout comme les possibilités de dépôt des déchets recyclables dans cette déchetterie, comme le carton. Même si La Chaux-de-Fonds n'a pas encore son règlement, on sait que ce n'est qu'une question de mois. Alors, n'attendons pas d'être les derniers, cela nous coûterait bien plus cher. Mesdames, Messieurs, Chers collègues, nous espérons que vous êtes convaincus par cette démarche, que vous accepterez ces deux règlements qui nous sont proposés. Sinon, de toute façon, il faudra s'attendre à des augmentations conséquentes ces prochaines années.

Au vote, l'entrée en matière est acceptée à l'unanimité.

Débat de fond.

Monsieur Christophe Cerf : pour traiter cette motion de la taxe au sac, le Conseil communal a mandaté la Commission STEP d'étudier un projet et un règlement, appuyée par le Bureau CSC Déchets de Tramelan qui est spécialisé dans l'introduction de la taxe au sac et qui pourra répondre aux nombreuses questions. Sachant que la vallée de Delémont et l'Ajoie ont déjà la taxe au sac, il reste Les Franches-Montagnes. Pourquoi la Commune des Bois ne montrerait-elle pas l'exemple ? C'est la raison pour laquelle le Conseil communal vous recommande l'acceptation du nouveau règlement sur la gestion des déchets.

Monsieur Yann Chappatte : je propose de ne pas lire tout le règlement, car chacun a pu en prendre connaissance et l'étudier, cela dans un esprit de commodité et pour accélérer le débat.

Au vote, la proposition de Monsieur Yann Chappatte est acceptée à l'unanimité.

Les articles qui font l'objet d'interventions sont les suivants :

Article 10

Monsieur Sébastien Jeanbourquin : j'ai vu que le carton avait été ajouté. Je propose de rajouter le plastique. Je sais que sur le littoral neuchâtelois, le plastique est récupéré en vue d'être vendu comme combustible.

Monsieur Cyril Jeanbourquin : le plastique sous quelle forme ? Parce que nous les agriculteurs, nous aurions des tonnes de plastique.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin : les plastiques agricoles sont mentionnés dans l'article suivant.

Monsieur Christophe Cerf : le plastique est déjà récupéré actuellement avec les balles rondes.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin : actuellement, on récupère les balles rondes et le PET, ce sont les seuls plastiques récupérés.

Monsieur Christophe Cerf : on peut mettre du plastique avec les balles rondes.

Monsieur Ronald Ermatinger : concernant le plastique, c'est un débat dans le débat. En effet, de quels plastiques s'agit-il : plastique ménager, plastique sale, plastique pré-trié ? Actuellement, le recyclage des plastiques est difficile, car il n'y a pas de filière qui trie tous

ces plastiques ménagers. Certains Neuchâtelois le font, d'autres les laissent dans le sac, car pour Vadec c'est aussi une valorisation énergie. Certains le conduisent bien loin pour en faire la même énergie. Si vous voulez une benne, vous en mettez une. Après, il faut trouver la filière d'élimination.

Monsieur Jean-Maurice Jobin : j'ai un exemple bête et méchant, il s'agit du sagex. Comme beaucoup d'entreprises, nous avons énormément de déchets sous forme de sagex. Comme vous le savez, c'est une matière volumineuse qui ne pèse que quelques grammes. A-t-on pensé dans le cadre des plastiques à l'élimination du sagex ? Si on doit mettre le sagex dans des sacs de 35 litres, les entreprises vont être lourdement taxées.

Monsieur Christophe Cerf : logiquement, les entreprises auront des containers de 800 litres qui sont pris au poids et non pas au volume. Le problème du sagex serait donc résolu pour les entreprises.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin : le plastique irait chez Vadec comme combustible et ils paieraient pour cela au lieu que nous payions.

Monsieur Christophe Cerf : si on a une filière pour le plastique, on peut le récupérer.

Au vote, la proposition de Monsieur Sébastien Jeanbourquin qui mentionne à l'article 10 la récupération du plastique est acceptée par 15 voix, sans avis contraire.

Article 14

Monsieur Yann Chappatte : à l'alinéa 4, je propose de supprimer la fin du paragraphe, c'est-à-dire "*et l'amortissement du capital d'investissement*". Pourquoi supprimer cette phrase ? On l'a déjà évoqué dans le cadre du budget, c'est une discussion que nous avons déjà eue avec le Caissier lors de la présentation des comptes. On sait que dans le cadre des services communaux, on présente nos comptes de façon stricte et rigoureuse, contrairement sans doute à certaines communes qui s'autorisent de ne pas porter l'intégralité des charges dans les services communaux pour les reporter sur le compte de fonctionnement, ce qui a comme avantage de payer moins cher leurs taxes et surtout que leurs bénéfices ou leurs pertes soient aggravés par une partie de ces charges. Pour éviter de se mettre un auto-goal dans l'attente qu'on étudie les vraies pratiques qui sont faites dans ce Canton et qui sont manifestement très différentes, si chez nous nous appliquons de façon extrêmement stricte la loi, ça ne semble pas être le cas ailleurs et peut-être que, dans ce cadre-là, il serait judicieux d'étudier et de savoir ce qui est mis en application par le Canton concernant l'amortissement du capital d'investissement pour ces fameux comptes qui ne font pas partie des frais de fonctionnement. Si nous éliminons ces quelques mots, lorsque nous aurons les informations nécessaires concernant la rigueur qu'exige le Canton puisque certaines communes ne le font pas et que le Canton ne veille pas pour l'instant à cet élément, cela nous laissera la liberté en tout temps de continuer dans cette voie en mettant l'amortissement du capital d'investissement à charge de ces comptes ou à l'inverse de le mettre dans les frais de fonctionnement dès qu'on aura pu éclaircir la chose. L'avantage, c'est que nous aurons cette liberté et cela pourrait nous aider également à couvrir les frais de ces comptes, par exemple celui des déchets et ceux qui y sont rattachés.

Monsieur Claude Gagnebin : je suis un peu surpris de la proposition de Monsieur Chappatte. Si on enlève cette fin de phrase, on n'aura pas l'approbation du Canton qui, je pense, ne devrait pas approuver ce règlement parce qu'on ferait quelque chose d'illégal. On pourrait laisser cette fin de phrase et que le Conseil général décide, lors de la préparation du budget, de limiter la prise en charge. Dans le cas actuel, si on présente cela en sachant d'emblée qu'on ne va pas prendre l'amortissement du capital investi en charge sur le compte

des déchets, c'est quelque chose qui n'est pas admissible au niveau de la loi. Maintenant, c'est à vous de décider.

Monsieur Yann Chappatte : je vais apporter une petite précision pour expliciter le but de cette intervention. Effectivement, je suis totalement convaincu que ce que dit l'alinéa 4, c'est ce que l'on devrait faire et c'est ce qui devrait se faire partout. Malheureusement, soit le Canton surveille les comptes des autres communes avec les deux yeux fermés, soit il n'intervient pas et il y a certaines communes qui ne mettent pas cela en application. Cela nous lèse deux fois puisque c'est au travers des taxes que nous payons et, d'autre part, ce sont des charges qui n'apparaissent pas dans les frais de fonctionnement donc qui ne sont pas prises en compte dans l'ensemble de la péréquation financière cantonale. Ce qui est dommage, c'est qu'il y a deux poids, deux mesures. Pour éviter de se mettre un auto-goal et pour nous laisser le temps d'étudier et de savoir ce que dit le Canton, laissons cette possibilité ouverte en ne mentionnant pas ce point. Si, à l'avenir, le Canton exige que cela soit mentionné, on en prendra acte, mais il faudra également qu'il impose aux autres communes de mettre à charge cet élément. Nous le mettons, c'est totalement juste, j'en suis convaincu d'un point de vue financier et comptable. Malheureusement, il y a une appréciation de la loi qui est différente dans notre Commune par rapport aux autres. Je pense que pour ne pas prétexter notre Commune, on a tout intérêt à laisser toutes les portes ouvertes. Si après le Canton modifie en la forme, on en prendra acte, mais il faudra qu'il surveille que les autres communes appliquent leurs règlements en tenant compte de cet élément de façon très claire et précise, contrairement à ce qui est fait aujourd'hui.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin : étant donné qu'on flirte avec la légalité et que cela serait bien d'étudier ce que Monsieur Chappatte propose, on pourrait ajouter à la fin de l'article *"selon les pratiques usuelles dans le Canton"*. Cela nous laisserait le choix de ne pas amortir si on ne veut pas le faire.

Monsieur Claude Gagnebin : j'aimerais juste apporter une précision. Je l'ai déjà dit maintes fois, dans le cadre de la péréquation financière, le montant des taxes n'a aucune influence.

Monsieur Daniel Hubleur : on a eu une séance d'information. Le représentant du Canton a été très clair, il l'a dit, la majorité des communes dans le Canton du Jura n'applique pas ce que l'on fait ici d'une façon aussi stricte, il l'a regretté. Raison pour laquelle, on est une des communes où on paie le plus de taxes actuellement. Si on peut se permettre non pas d'être dans l'illégalité, mais d'appliquer ce que les autres font, peut-être pendant un certain temps, pourquoi pas. J'approuve parfaitement le fait d'enlever ce bout de phrase.

Monsieur Jacky Epitoux : concernant la STEP, pourquoi notre discours n'est pas identique à celui des déchets ?

Monsieur Christophe Cerf : ce n'est pas à l'ordre du jour aujourd'hui. Mais effectivement, on pourrait l'étudier. C'est vrai que pour la STEP, l'amortissement est pris en compte de la même manière que pour les déchets. De toute façon, il faut quand même payer, soit par le biais des impôts, soit par le biais des taxes. Il ne faut pas se voiler la face non plus. Comme on sait que c'est un compte qui doit s'autofinancer, à nous de choisir si on veut mettre les amortissements dedans ou pas. Logiquement, le Canton doit surveiller la légalité, mais on sait que certaines communes ne l'appliquent pas. Si on veut changer, je dirais qu'on fait un pas en arrière. Le Caissier faisait son travail au plus près de sa conscience, ce qui logiquement doit être fait. Si le Canton refuse notre règlement et bien voilà. On peut avoir le même discours pour la STEP, mais ce n'est pas à l'ordre du jour aujourd'hui.

Au vote, la proposition de Monsieur Sébastien Jeanbourquin obtient 7 voix et celle de Monsieur Yann Chappatte en obtient 10. C'est donc cette dernière qui est mise en votation contre le règlement présenté à l'ordre du jour.

Au vote, la proposition de Monsieur Yann Chappatte obtient 12 voix et le règlement proposé à l'ordre du jour en obtient 2.

Monsieur Pierre Stauffer : je n'ai pas compris cela comme tout le monde l'a compris. C'est-à-dire que je trouvais que les propositions de Messieurs Yann Chappatte et Sébastien Jeanbourquin pouvaient aller de paire, pour être plus souples, sous réserve de l'acceptation du Canton. Je voyais cela dans ce sens-là. Maintenant, cela a été accepté.

Monsieur le Président, Gilles Cattin : c'est un vote démocratique et on est bien obligé de prendre une décision par rapport à une proposition ou une autre. C'est soit l'une, soit l'autre. Après, effectivement, il faut vous préparer et faire une proposition avec un autre intitulé de texte qui aurait englobé les deux propositions.

Au vote, le règlement avec les modifications apportées est approuvé à une majorité évidente.

6. Discuter et approuver le nouveau règlement tarifaire concernant les déchets de la commune de "Les Bois"

Articles 4, 7 et 9

Monsieur Yann Chappatte : je fais une proposition qui se répétera pour les articles 4, 7 et 9 qui font mention de l'organe qui a l'autorité pour fixer les taxes par rapport à ce règlement des déchets. Je propose que cette compétence reste aux mains du Conseil général et ne soit pas mise aux mains du Conseil communal. Pourquoi cette modification ? L'ensemble des taxes est voté dans le cadre du budget par le Conseil général. Il semble donc logique que l'intégralité des taxes soit à disposition du Conseil général puisque si les taxes sont à disposition du Conseil communal, c'est une autre voie pour éventuellement les contester. Cela simplifierait tout puisque l'ensemble des taxes ferait partie du budget. A partir de là, la discussion est ouverte chaque année et c'est le Conseil général qui est libre et autonome. Je sais que les arguments étaient relativement simples : ces dernières années, le Conseil général n'a pas fait correctement son travail, c'est-à-dire qu'il n'a pas accepté que l'ensemble des services communaux supportent les coûts qu'ils engendrent. Néanmoins, cette règle était valable pour le Conseil général dans les deux sens. Si les coûts liés au fonctionnement de la STEP n'ont pas été portés de façon suffisamment élevée, il en était de même avec le prix de l'eau qui devrait être baissé de manière importante. A un moment donné, on sait que sur le long terme les éléments doivent s'autofinancer, c'est une évidence. Il est logique et responsable de laisser cela dans le cadre du budget. Cela permettra au souverain de contester les décisions du Conseil général.

Monsieur Christophe Cerf : la Commission a décidé de donner cette compétence au Conseil communal pour une simple et bonne raison : c'est un compte qui doit s'autofinancer, pour lequel on se fait taper dessus par le Canton, les lettres sont directement adressées au Conseil communal si ce compte n'est pas autofinancé et nous n'avons aucun moyen pour réagir. Par la suite, ce qu'on pourra faire, c'est de donner la lettre au Président du Conseil général pour qu'il puisse réagir. Ce n'est pas pour pouvoir modifier ces taxes,

c'est simplement pour pouvoir réagir plus vite. Si cette compétence est donnée au Conseil général, ce n'est pas un problème, mais ce compte doit s'autofinancer, on n'a pas le choix.

Monsieur Ronald Ermatinger : je ne vais pas me prononcer pour dire si c'est au Conseil général ou au Conseil communal qu'il appartient de décider, la règle est la même pour les organes qui décideront. Simplement, pour la taxe au sac, soyez juste prudents des délais : il y a des sacs qui se fabriquent et des sacs qui sont déjà dans le circuit. Donc, lorsqu'on change les tarifs, c'est l'étiquetage qui doit changer et on ne peut pas changer et faire le yoyo d'une année à l'autre parce que le fabricant ne s'y retrouve plus. C'est juste une remarque. Ce n'est pas le même rythme que pour la taxe de base.

Monsieur Yann Chappatte : j'ai juste une remarque personnelle à faire. C'est une pique à l'intention du Canton. Je suis toujours surpris de l'entendre tenir ce genre de discours, alors qu'on a par exemple un découvert conséquent depuis quelques années à la STEP, dans le même temps, on a des excédents gigantesques dans l'eau et personne ne nous félicite, si ce n'est laisser les autres communes poursuivre dans leur voie avec 30 % de pertes d'eau alors que nous sommes largement au-dessous des 10 %. On peut se poser effectivement la question du suivi par rapport à ces comptes au niveau cantonal. Je reste convaincu qu'il faut à un moment donné que le citoyen puisse se prononcer et refuser un budget. Pour qu'il puisse refuser un budget, une taxe qui est au budget, il faut qu'on lui offre la possibilité au moins une fois par année de se prononcer. Si effectivement, c'est une remarque pertinente, les délais d'impression ou de réajustement des taxes sont relativement longs, il est d'autant plus logique de laisser cette compétence au Conseil général qui le fera une fois par année au lieu du Conseil communal qui pourrait l'ajuster tous les 3 ou 6 mois.

Au vote, la proposition de modification des articles 4, 7 et 9 de Monsieur Yann Chappatte est acceptée par 14 voix contre 2.

Article 8

Monsieur Germain Jobin : les sacs de fourrage existent en plusieurs volumes : 25 kg, 50 kg, etc. Comment procédera-t-on ? Y aura-t-il des vignettes sur ces sacs ? Comment fera-t-on pour les différents volumes ?

Monsieur Christophe Cerf : on est parti de l'idée que les sacs de 25 à 30 kilos, qui représentent le 95 % des cas, seraient encore pris en considération moyennant une vignette étant donné que ce sont tout de même des déchets et qu'on pourrait utiliser ces sacs avec une vignette au prix d'un sac de 35 litres. Cela se fait dans d'autres communes.

Monsieur Cyril Jeanbourquin : des sacs de plus grand volume sont pris comment ?

Monsieur Christophe Cerf : ils ne seraient pas pris.

Monsieur Cyril Jeanbourquin : on devrait les mettre dans d'autres sacs poubelles, ce n'est pas écologique.

Monsieur Christophe Cerf : on ne peut pas offrir une panoplie de sacs à l'infini. On est d'accord de prendre ces sacs avec le système des vignettes, tout le monde ne le fait pas.

Monsieur Ronald Ermatinger : c'est une pratique courante. Avant, les sacs agricoles faisaient 60 litres, ils étaient solides et étanches, on avait la comparaison du 60 litres. Maintenant, les sacs agricoles sont plus petits et ils ont été reportés sur les 35 litres. Cela se fait ainsi depuis plusieurs années.

Article 13, alinéa 1

Monsieur Yann Chappatte : l'article fait mention que les parents bénéficient de sacs pour leurs enfants à la naissance et à l'âge d'un an. La réflexion qui a été menée dans le cadre du

parti est-ce qu'on considère qu'à l'âge d'un an les enfants sont propres ? On propose d'ajouter "*à l'âge de deux ans*", cela ne se limiterait donc pas aux deux premières années, mais s'étendrait jusqu'à l'âge de trois ans.

Monsieur Marcel Barthoulot : là-dessus, je suis contre. Il y a un moment donné où il faut arrêter et savoir jusqu'où on va. C'est clair qu'à deux ans il y a peut-être des enfants qui ne sont pas propres, mais cela peut aussi être le cas pour certains enfants à l'âge de quatre ans. La Commission a décidé de s'arrêter à deux ans en offrant les sacs à l'âge d'un an. J'estime que c'est déjà bien.

Monsieur Gabriel Bilat : je soutiens l'intervention de Monsieur Chappatte, on pourrait même encore ajouter une année supplémentaire.

Monsieur Cyril Jeanbourquin : ce que Monsieur Chappatte dit, c'est juste. La taxe au sac, c'est une bonne chose, mais il faut penser aux familles. J'ai trois enfants dont deux ne sont pas encore propres et on va donc payer énormément de petits sacs de 35 litres. Ce n'est pas avec un rouleau de sacs gratuits qu'on va aller loin. La taxe au sac doit être bénéficiaire pour tout le monde, il faut donc donner aux familles, sinon il y aura des refus. Je soutiens donc également la proposition de Monsieur Chappatte.

Monsieur Pierre Stauffer : j'ai une question. Une famille qui a un enfant, on va donner la première année, la deuxième année et la troisième année ?

Monsieur le Président, Gilles Cattin : selon la proposition de Monsieur Chappatte, on offrirait les sacs à la naissance, à l'âge d'un an et à l'âge de deux ans, par enfant.

Au vote, la proposition de Monsieur Yann Chappatte est acceptée par 11 voix contre 3.

Article 13, alinéa 2

Monsieur Yann Chappatte : je propose de modifier l'alinéa 2 pour une question de principe. Afin de permettre aux éventuelles personnes qui seraient gênées de venir au bureau communal pour faire état d'incontinence, je propose d'autoriser les services adéquats de faire la demande pour ces personnes. On peut imaginer que ces personnes aient des difficultés à se déplacer ou qu'elles ne veuillent pas venir s'expliquer au bureau communal pour obtenir ces sacs. Cela permettrait aux services qui suivent ces personnes de faire la demande. Je propose donc la modification suivante : "*chaque personne, domiciliée dans la commune, souffrant d'incontinence reçoit, sur présentation d'un certificat médical ou sur demande d'un service officiellement reconnu, 20 sacs de 25 litres par année*", ce qui ne serait pas limitatif au Service des soins à domicile, mais cela pourrait être tout service qui s'occupe de personnes qui souffriraient d'incontinence. Comme cela, on laisserait vraiment la liberté à la personne, soit de faire la démarche elle-même ou qu'un service puisse le faire en son nom.

Monsieur Claude Gagnebin : je crois que le libellé proposé par Monsieur Chappatte diffère complètement du sens qui est donné à cet article. Là, il s'agit d'un certificat médical ou d'une attestation du Service de soins à domicile. Ce que l'administration demande, c'est une attestation médicale ou du Service de soins à domicile, mais qui l'amène au bureau, ce n'est pas important. Ce qui est important, c'est qui l'établit. Dans la proposition de Monsieur Chappatte, il faudrait encore savoir quels services pourraient soumettre l'attestation. Si c'est Pro Infirmis qui demande, on va l'accepter, mais il faudra que ça soit un certificat médical. Tandis que là, on demande simplement une attestation du Service de soins à domicile.

Monsieur Yann Chappatte : je réfléchis pour savoir si ça couvre tous les cas pour être sûr qu'on ne mette pas une personne mal à l'aise par rapport à cet article et qu'elle ne puisse pas en bénéficier en fonction de sa situation et qu'elle ait recours à d'autres services. Si on est

convaincu que c'est bon, ça ne me pose aucun problème. Je ne trouve pas de cas, je retire donc ma proposition.

Au vote, le règlement avec les modifications apportées est approuvé par 16 voix, sans avis contraire.

Monsieur le Président, Gilles Cattin : je remercie Monsieur Ronald Ermatinger de sa présence et de ses interventions judicieuses.

7. Comptes 2010

- a) Discuter et voter les dépassements du budget 2010
- b) Discuter et approuver les comptes de l'exercice 2010

a) Discuter et voter les dépassements du budget 2010

Entrée en matière.

Monsieur Gérard L'Hôte : le compte 2010 tel qu'il est bouclé présente un excédent de revenus conséquent. Vous avez pu prendre connaissance du résultat dans le rapport préliminaire joint à la convocation. Si les recettes supplémentaires ont permis de présenter un résultat équilibré, on constate que dans l'ensemble les postes du budget ont été respectés à l'exception des quelques dépassements ou crédits complémentaires votés par le Conseil communal. C'est pourquoi, le Conseil communal vous recommande d'accepter l'entrée en matière concernant ce point.

Monsieur Daniel Hubleur : le PCSI se réjouit de cette situation financière communale. Il approuvera ces comptes et les dépassements du budget. Toutefois, tenant compte de ces bons résultats, il demande au Conseil communal, respectivement à la Commission financière, d'étudier une baisse de la quotité d'impôts et de nous fournir un rapport lors de la prochaine séance traitant du budget 2012. Il est en effet important de rappeler que nous possédons une des quotités les plus élevées parmi les grandes communes franc-montagnardes. Aussi, il n'est pas impensable qu'en baissant la quotité communale, d'autres contribuables viennent s'établir dans notre Commune et rendent ainsi l'opération blanche tout en offrant une baisse d'impôts aux contribuables actuels. Nous vous prions par conséquent de réaliser cette étude et de nous fournir un rapport circonstancié nous permettant de statuer sur ce sujet en toute connaissance de cause lors du budget 2012.

Débat de fond.

Monsieur Gérard L'Hôte : vous avez reçu la liste des dépassements dans le rapport que vous avez reçu. Je suis à votre disposition pour d'éventuelles questions et Monsieur Gagnebin pourra vous donner des précisions pour les points qui vous paraissent encore obscurs. Je préciserai qu'au poste 665, il s'agit du résultat financier de la crèche et non d'un dépassement. Le montant qui n'est pas pris en charge par la répartition des charges s'élève à Fr. 4'150.-.

Au vote, le point 7 a) est accepté à une majorité évidente.

b) Discuter et approuver les comptes de l'exercice 2010

Entrée en matière.

Personne ne souhaite s'exprimer.

Débat de fond.

Monsieur Yann Chappatte : je vais vous donner lecture du rapport de vérification des comptes de la Commune. Les comptes 2010, bouclés au 31 décembre 2010, ont été contrôlés. Notre contrôle nous permet d'indiquer que les comptes sont présentés correctement. Nous remercions le Caissier pour la bonne tenue et sa disponibilité. Ainsi, nous recommandons au Conseil général d'approuver les comptes 2010 et d'en donner décharge. Les vérificateurs : Mesdames Séverine Hugi, Pascale Jeanbourquin, Messieurs Urs Moser, Vincent Berger, Yann Chappatte.

Monsieur Pierre Stauffer : Monsieur Hubleur a fait une synthèse des finances communales qui sont saines. En 2009, on avait une marge bénéficiaire de Fr. 500'000.00 et en 2010 de Fr. 400'000.00, alors qu'on avait prévu un déficit de Fr. 190'000.00. Effectivement, on peut être optimiste pour l'avenir de la Commune des Bois. On ne doit pas avoir peur et on doit voir le futur sereinement à la veille d'investissements importants, en pensant à une halle sportive par exemple. Au niveau des communications, le Vice-maire nous a parlé de ces échéances. Nous tous qui sommes au Conseil général pouvons affirmer que la Commune va bien et je crois qu'on peut conclure en votant l'acceptation de ces comptes.

Monsieur Gérard L'Hôte : je reviens sur la page où on commente le bilan. Je l'ai déjà dit l'année dernière, bien que cela soit la pratique cantonale de présenter cela de cette manière, je ne trouve pas tout à fait exact de dire qu'on a une dette de 5 millions de francs. Je trouve toujours qu'on doit tenir compte des liquidités qui sont abondantes et ne pas parler de Fr. 4'475.00 par personne, mais plutôt de Fr. 3'300.00 qui tiennent compte de ces liquidités disponibles. C'est une simple remarque personnelle. Je voulais en faire part car c'est quelque chose qui me choque quand on prétend qu'on a une dette de cette ampleur alors que ce n'est pas réellement le cas.

Monsieur Germain Jobin : en page 3 du bilan, étant donné qu'il y a beaucoup de disponibilités, est-ce qu'on ne pourrait pas prendre sur ces comptes pour amortir la dette communale ? On a autant d'argent qui ne rapporte rien, ne pourrait-on pas diminuer au maximum la dette communale ?

Monsieur Claude Gagnebin : c'est prévu, mais malheureusement, à une certaine époque, on a fait des emprunts à taux bloqué durant 3 ou 5 ans parce que les taux commençaient à monter, pour limiter les taux d'intérêts. On a fait une bonne affaire pendant que l'inflation se produisait, mais durant la crise en 2008, on a constaté qu'on n'avait peut-être pas fait une si bonne affaire que cela. Maintenant, on a de l'argent à disposition. Cet argent, on va soit l'utiliser pour amortir les emprunts qui arriveront à échéance prochainement, soit pour financer de nouveaux investissements qui seront décidés prochainement. De toute façon, cet argent, on ne va pas le laisser dormir.

Au vote, les comptes 2010 sont acceptés à une majorité évidente.

8. a) Discuter éventuellement accepter un crédit de Fr. 70'000.00 destiné à l'acquisition d'un nouveau véhicule pour le service des travaux publics ainsi que son financement
b) Donner au Conseil communal la compétence de contracter l'emprunt nécessaire à cette acquisition

a) Discuter éventuellement accepter un crédit de Fr. 70'000.00 destiné à l'acquisition d'un nouveau véhicule pour le service des travaux publics ainsi que son financement

Entrée en matière.

Monsieur Christophe Cerf : pour pouvoir assumer les travaux de la voirie correctement, je vous demande d'accepter l'entrée en matière.

Personne ne désirant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée tacitement.

Débat de fond.

Monsieur Christophe Cerf : étant donné que la voirie a besoin d'un tracteur pour faire ses travaux et que nous avons eu un accident avec l'ancien tracteur, le Conseil communal vous demande d'accepter les Fr. 70'000.00 pour l'acquisition d'un nouveau tracteur.

Personne ne souhaite s'exprimer.

Au vote, le point 8 a) est accepté à une majorité évidente.

b) Donner au Conseil communal la compétence de contracter l'emprunt nécessaire à cette acquisition

Entrée en matière.

Personne ne désire prendre la parole.

Débat de fond.

Monsieur Marcel Barthoulot : je propose de prendre cette somme sur le compte courant au lieu de contracter un emprunt.

Monsieur Germain Jobin : est-ce possible légalement ?

Monsieur Claude Gagnebin : il n'y a pas de contre-indication. Nous aurons les liquidités pour payer ce tracteur sans contracter d'emprunt, mais il est clair que nous allons l'amortir sur une période de dix ans quand même.

Au vote, la proposition de Monsieur Barthoulot est acceptée par 9 voix et 1 avis contraire.

9. Discuter éventuellement accepter un crédit de Fr. 440'000.00 destiné à l'adduction d'eau des fermes et habitations du secteur de Sous-le-Mont, ainsi que son financement

Entrée en matière.

Monsieur Christophe Cerf : pour pouvoir continuer notre projet d'eau de la Commune, je vous demande d'accepter l'entrée en matière.

Personne ne désirant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée tacitement.

Débat de fond.

Monsieur Christophe Cerf : voici une année ou deux que nous subissons des périodes sèches, c'est pour cela que le Conseil communal s'est attelé à l'étape de Sous-le-Mont où nous pouvons relier 5 maisons à l'eau potable du SEF. Etant donné que les sources donnent toujours mais baissent de débit et que l'eau est une denrée bientôt rare et précieuse, c'est pour cela que le Conseil communal vous demande d'accepter ce crédit de Fr. 440'000.00, mais Fr. 152'000.00 à la charge de la Commune.

Monsieur Yann Chappatte : dans le cadre du PCSI, nous avons fait une réflexion qui est habituelle ; ce n'est pas une proposition, mais nous demandons que le Conseil communal réfléchisse pour la suite des opérations en prévoyant l'adjonction de tuyaux pour l'électricité, la fibre optique et le téléphone. Cela permettrait de ne faire qu'une seule fouille

et peut-être obtenir une participation des sociétés précitées qui ont tout intérêt à avoir cela enterré. C'est simplement une remarque générale.

Monsieur Christophe Cerf : la demande pour l'électricité a déjà été faite. Chaque fois qu'on fait une fouille, automatiquement on fait la demande et La Goule nous donne Fr. 20.00 par mètre. Pour la fibre optique, on va faire la demande, mais c'est peu probable qu'ils descendent la fibre optique pour 5 maisons.

Monsieur Robert Claude : au niveau du parti, on pensait aussi à Swisscom car là, les lignes téléphoniques sont aériennes. Il faudrait également supprimer ces câbles et les enterrer. Si Swisscom doit faire ces travaux, ils ne les feront jamais. Il faut aussi les sensibiliser au fait que nous avons voté un crédit il y a peu de temps de Fr. 160'000.00 pour eux et qu'aux Franches-Montagnes, on n'est pas seulement bons pour qu'on nous mette des antennes et des éoliennes. Ils peuvent aussi faire un geste.

Monsieur Christophe Cerf : Swisscom est déjà descendu sur place et ils étudient la possibilité d'enterrer cette ligne ; quant à savoir si cela sera fait, je ne peux pas le dire.

Monsieur Pierre Stauffer : vous direz que je prêche pour ma paroisse, mais ce n'est pas vrai. On a desservi Les Prés-Derrière, il y aura peut-être le projet du Cerneux-de-la-Pluie et je crois que c'est valoriser les biens immobiliers que de leur apporter l'eau. C'est louable, on ne peut qu'encourager la proposition de l'exécutif communal puisque le Canton aussi participe. Pour ces familles et pour valoriser nos fermes qui sont à l'extérieur, nous devons accepter ce crédit de Fr. 440'000.00 dont Fr. 152'000.00 à charge de la Commune.

Monsieur Robert Claude : au PCSI, nous ne sommes surtout pas contre ce projet, on est pour, mais on se dit pourquoi ne pas profiter de l'occasion pour faire d'une pierre trois coups.

Au vote, le point 9 de l'ordre du jour est accepté à l'unanimité.

10. a) Discuter et préavisier un crédit de Fr. 2'300'000.00 destiné à l'acquisition de terrains d'une surface de 44210 m² situés en zone d'habitation (surface à déterminer par le géomètre d'arrondissement) en vue de la réalisation des plans de quartiers "Le Plane Percé" et "Derrie Lai Bâme"
- b) Elaborer de manière définitive le message du Conseil communal destiné aux ayants droit au vote relatif à cette transaction immobilière

a) Discuter et préavisier un crédit de Fr. 2'300'000.00 destiné à l'acquisition de terrains d'une surface de 44210 m² situés en zone d'habitation (surface à déterminer par le géomètre d'arrondissement) en vue de la réalisation des plans de quartiers "Le Plane Percé" et "Derrie Lai Bâme"

Entrée en matière.

Monsieur Gérard L'Hôte : vous êtes appelés à préavisier le crédit relatif à l'acquisition de 44'210 m² de terrain qui composeront les futurs plans spéciaux du "Plane Percé" et de "Derrie lai Bâme". La compétence de cette acquisition appartient au peuple. Celui-ci sera convoqué à la fin du mois d'août. L'adoption des plans spéciaux est de la compétence du Conseil communal. Une information et un dépôt public interviendront demain soir. Le Conseil communal vous recommande d'accepter l'entrée en matière.

Personne ne désirant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée tacitement.

Débat de fond.

Monsieur Gérard L'Hôte : toutes les informations figurent sur le message du Conseil communal. Je préciserai cependant que le prix de Fr. 50.75/m² qui correspond au prix de la transaction ne comprend que les montants payés aux propriétaires. Les frais de notaire et du Registre foncier ne sont pas compris dans ce montant.

Monsieur Marcel Barthoulot : nous avons discuté au sein du parti et approuvons ce projet. Nous sommes tout à fait d'accord avec l'acquisition de ce terrain qui permettra maintenant de développer une partie du village. Le fait que l'impôt communal pour gain de fortune soit à charge de la Commune ne nous convient pas. Je trouve que les personnes deviennent gourmandes. D'ici peu, que va-t-on demander à la Commune ? Nous ne sommes surtout pas contre l'achat de ce terrain, mais je trouve qu'on devrait revoir et discuter avec les personnes pour cet impôt. Il faut savoir que les personnes qui vendent ce terrain n'habitent ni la Commune, ni le Canton. Les retombées ne nous appartiennent donc pas.

Monsieur Gérard L'Hôte : je pense qu'on a procédé de cette manière parce qu'on l'avait fait par le passé. Nous n'avions pas tellement le choix d'aller dans une autre direction.

Monsieur Claude Gagnebin : ce procédé a été appliqué déjà depuis quelques années par nous-mêmes et par d'autres communes. C'est vrai que les propriétaires fonciers deviennent de plus en plus gourmands. Ils ont un bien dont ils se dessaisissent. C'est vrai que ça peut faire mal au ventre, mais si on prend le prix de Fr. 45.00/m² et qu'on arrive à Fr. 50.75/m², finalement, s'ils payaient l'impôt sur gain de fortune, ça serait la même chose. C'est simplement une opération comptable vu que notre terrain sera augmenté de Fr. 5.75/m². Cette différence de Fr. 5.75 ne figurera pas dans les recettes fiscales de la Commune, ça diminuera en somme notre participation à la péréquation financière du Canton.

Monsieur le Président, Gilles Cattin : je vous signale que ce soir, nous ne donnerons qu'un préavis, la décision appartiendra au peuple.

Monsieur Germain Jobin : je suis dans le même ordre d'idée que Monsieur Barthoulot. Si on offre Fr. 45.00/m², il me semble que c'est déjà pas mal pour des surfaces importantes. Ce ne sont pas eux qui ont exploité ce terrain, ça leur est tombé dans les bras, ils sont à la retraite et ce prix de Fr. 45.00/m² suffit, sinon ça sera trop cher pour la revente.

Monsieur Daniel Hubleur : je crois qu'il faut faire très attention dans ce genre de transaction. On sait que c'est toujours très délicat d'aller traiter avec ces gens, ce sont eux qui tiennent le couteau par le manche. Je pense que le Conseil communal a déjà fait un travail important dans ce domaine pour arriver à trouver la meilleure solution. Si aujourd'hui on prend des décisions pour essayer de trouver un prix plus bas, par rapport à la votation communale qu'il y aura, on va à nouveau critiquer le Conseil général. Moi, je fais confiance totalement au Conseil communal qui a négocié au mieux cette transaction et je crois qu'il est plus important d'être solidaire dans cette affaire et d'accepter, même si c'est vrai, on peut tous être d'accord que ce sont des prix qui paraissent trop importants, mais je crois que c'est la meilleure solution si on veut continuer de se développer et ne pas être bloqué dans ce dossier. Je soutiens la proposition du Conseil communal en espérant qu'on soit assez unanime ce soir pour aller de l'avant dans ce projet.

Monsieur Gabriel Bilat : je ne sais pas quoi dire, car il y a beaucoup de choses à dire. Quand j'étais Maire, en 2004, il y avait des promesses de vente signées pour à peu près les mêmes terrains à Fr. 17.00/m². Le Conseil communal suivant n'ayant pas jugé bon de continuer les transactions, la chose s'est arrêtée là. Je voulais dire que dans ces terrains qu'on achèterait, il n'y a pas qu'un propriétaire, il y en a trois.

Monsieur Gérard L'Hôte : je voudrais simplement rappeler à Monsieur Bilat que la Commune n'est pas une société immobilière qui a pour but de faire des gains sur ce genre de transaction. Est-ce qu'on aurait pu acquérir à Fr. 17.00/m² il y a quelques années ? Ce

n'est pas un manque à gagner. Ce qu'on va acheter maintenant, on va le revendre au prix que cela nous a coûté. Je ne suis pas d'accord que ce soit mentionné comme cela.

Monsieur Claude Gagnebin : j'aimerais encore préciser que les Fr. 17.00/m² qui avaient été fixés précédemment correspondaient à une promesse de vente qui n'était pas réalisable. On n'avait pas le droit d'acheter du terrain en zone agricole et eux n'avaient pas le droit de vendre du terrain en zone agricole.

Monsieur Cyril Jeanbourquin : j'aurais juste voulu savoir si les surfaces étaient toutes en zone d'habitation ou s'il y avait des terrains en zone industrielle, voire mixte.

Monsieur Claude Gagnebin : là, ce n'est que pour de l'habitation. La zone industrielle est déjà en zone industrielle de par le plan de zones qui a été approuvé dernièrement.

Monsieur Cyril Jeanbourquin : aujourd'hui, on n'a pas de zone industrielle.

Monsieur Claude Gagnebin : non, pas là.

Au vote, un préavis favorable est donné à l'unanimité moins une voix.

b) Elaborer de manière définitive le message du Conseil communal destiné aux ayants droit au vote relatif à cette transaction immobilière

Monsieur Gérard L'Hôte : le Conseil communal a formulé la question qui sera posée aux citoyens. Le préavis du Conseil général, qui correspond au résultat du vote ci-dessus, sera ajouté au rapport qui sera présenté aux citoyens. Nous vous proposons le libellé suivant :

"Acceptez-vous un crédit de Fr. 2'300'000.00 destiné à l'acquisition de terrains d'une surface de 44'210 m² situés en zone d'habitation (surface à déterminer par le géomètre d'arrondissement) ainsi que son financement et en attribuant au Conseil communal la compétence de ratifier les actes relatifs à la propriété foncière ?"

Au vote, le libellé susmentionné est accepté à l'unanimité.

11. a) Discuter et préaviser un crédit de Fr. 550'000.00 destiné au rachat des terrains "Franck Muller" comprenant les feuillets n° 143, 1094 et 1095 d'une surface totale de 23'547 m²
- b) Elaborer de manière définitive le message du Conseil communal destiné aux ayants droit au vote relatif à cette transaction immobilière

a) Discuter et préaviser un crédit de Fr. 550'000.00 destiné au rachat des terrains "Franck Muller" comprenant les feuillets n° 143, 1094 et 1095 d'une surface totale de 23'547 m²
Entrée en matière.

Monsieur Gérard L'Hôte : il y a quelques années, nous avons cru faire une bonne transaction en traitant avec Franck Muller, ça ne s'est pas avéré être le cas. Néanmoins, malgré cette mauvaise expérience, le Conseil communal, après avoir analysé la situation actuelle sur le marché des terrains industriels, a conclu que le rachat immédiat des parcelles cédées au groupe Franck Muller était plus favorable que d'attendre le délai du droit de réméré tel qu'il est inscrit au Registre foncier. Cela nous permet également d'éviter un dernier coup de Jarnac qui nous retarderait encore d'autant. C'est pourquoi, le Conseil communal vous recommande d'accepter l'entrée en matière.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée tacitement.

Débat de fond.

Monsieur Gérard L'Hôte : comme mentionné dans le rapport du Conseil communal, la plus-value qui devra être payée par la Commune est de Fr. 3.40/m², ce qui semble insignifiant par rapport à l'avantage de récupérer ces terrains plus tôt. Le Conseil communal a déjà reçu plusieurs demandes de la part d'entreprises. Aussi, nul doute que si le projet industriel tel qu'il était conçu au départ ne verra pas le jour, les terrains en question pourront être occupés par d'autres entreprises dans des délais assez rapides.

Monsieur Germain Jobin : c'est malheureux qu'on en soit arrivé là, mais je crois savoir qu'au départ, ils étaient encore plus gourmands que cela. Si on veut récupérer ces terrains au plus vite, on n'a pas le choix.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin : quand on parle d'intérêt pour ces terrains de la part d'autres industriels, est-ce que ce sont des demandes fermes ?

Monsieur Gérard L'Hôte : il y a en tout cas une demande écrite.

Monsieur Claude Gagnebin : il y a une demande écrite, une autre devrait suivre prochainement. D'autres demandes ont été faites pour lesquelles nous n'avons pas encore de confirmation.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin : les deux premières demandes sont faites pour quelles surfaces ?

Monsieur Claude Gagnebin : les surfaces ne sont pas encore déterminées.

Monsieur Marcel Barthoulot : si j'ai bien compris ce sont les terrains qui s'étendent depuis chez Monsieur Vincent Willemin jusqu'au garage et jusque chez Monsieur Denis Mertenat ?

Monsieur Claude Gagnebin : tout à fait.

Monsieur Cyril Jeanbourquin : aujourd'hui, la Commune n'a-t-elle que ce terrain-là en zone industrielle ?

Monsieur Claude Gagnebin : elle a d'autres terrains qui ont été votés dernièrement à l'entrée Ouest du village et qui ont été mis en zone industrielle.

Monsieur Cyril Jeanbourquin : est-ce que ces terrains ne pourraient pas accueillir les deux usines intéressées, sans avoir recours au terrain Franck Muller ?

Monsieur Claude Gagnebin : cela ne serait pas judicieux. Une entreprise a déjà fait l'étude et a estimé que la configuration du terrain ne lui permettait pas de s'implanter correctement.

Monsieur Cyril Jeanbourquin : si ça avait été possible, j'aurais suggéré qu'on dise une fois non à Franck Muller qui a déjà assez abusé de nous, on a d'autres terrains industriels à disposition qui nous permettent d'accueillir des industries. Maintenant, si ça n'est pas possible, je suis aussi favorable à ce rachat.

Monsieur Daniel Hubleur : je ne veux pas en rajouter une couche, mais à la Commission de promotion économique, on est chaque fois bloqué avec cette situation actuelle, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de terrain immédiatement disponibles. Vous savez très bien qu'une entreprise, quand elle veut s'implanter, si vous lui dites de repasser dans deux ou trois ans, elle va ailleurs. Lorsqu'elle a décidé de s'agrandir, c'est pour l'immédiat. C'est vrai, acceptons qu'on s'est fait avoir, mais qui ne tente rien n'a rien. Tournons une fois cette page, arrêtons de discuter de ça et allons de l'avant en acceptant ce crédit.

Au vote, un préavis favorable est donné à l'unanimité moins une voix.

b) Elaborer de manière définitive le message du Conseil communal destiné aux ayants droit au vote relatif à cette transaction immobilière

Monsieur le Président, Gilles Cattin : le libellé proposé est le suivant :

"Acceptez-vous un crédit de Fr. 550'000.00 destiné au rachat d'une surface de terrain de 23'547 m² au Groupe Franck Muller situés en zone d'activité et zone mixte ainsi que son financement et en attribuant au Conseil communal la compétence de ratifier les actes relatifs à la propriété foncière ?"

Au vote, le libellé susmentionné est accepté à l'unanimité.

Monsieur Germain Jobin : est-ce que les deux derniers points de l'ordre du jour seront proposés lors de la même votation ?

Monsieur Claude Gagnebin : une votation nous coûte environ Fr. 1'000.00, je pense qu'on fera une seule votation.

Monsieur le Président, Gilles Cattin : je vous souhaite une bonne soirée, de bonnes vacances et je remercie le Conseil communal pour son excellent travail.

La séance est levée à 21 h 50.

Au nom du Conseil général

Les Bois

Le Président: La Secrétaire :